



UFR **DSPS**

Droit,
Sciences
politiques
et sociales

UNIVERSITÉ PARIS 13

U-PC
Université Sorbonne
Paris Cité



GIDFLA

LISAA EA-4120



Journée des Bolivianistes 2018

Argumentaire

Suite au succès des deux précédentes Journées des Bolivianistes, qui se sont déroulées en 2016 et en 2017, le Centre de Recherches sur l'Action Locale (CERAL EA-3968), l'Université Paris 13 – Sorbonne Paris Cité ainsi que l'Institut Français d'Études Andines (IFEA) ont le plaisir d'organiser la Journée des Bolivianistes 2018, qui se déroulera le **jeudi 7 juin 2018** et aura pour thème :

« Quelles perspectives pour l'État plurinational de Bolivie ? »

Depuis plus de douze ans, le *proceso de cambio* est à l'œuvre en Bolivie, suite à l'élection le 21 décembre 2005 d'Evo Morales Ayma. Ce processus de changement a touché aux structures mêmes de l'État bolivien, en transformant la « République de Bolivie » en « État plurinational de Bolivie ». Ce nouvel État, fondé sur les principes de pluralisme, d'interculturalité et de décolonisation, a pour but la « recherche du vivre bien ». Cette refondation de l'État bolivien, en plus de toucher aux différentes politiques sectorielles de l'État, propose une reconfiguration du « lien politique » entre gouvernants et gouvernés, avec la volonté de faire émerger de nouvelles pratiques issues de la démocratie participative et communautaire.

Cependant, il paraît nécessaire d'analyser le résultat du *proceso de cambio* et d'envisager les possibles divergences entre les théories qui président à ce processus et les effets pratiques qu'il engendre. Les politiques mises en place par le gouvernement d'Evo Morales depuis 2006 ne s'inscrivent pas dans une même temporalité politique, et ne participent pas d'un même idéal politique. Des divergences apparaissent au sein de l'administration bolivienne, mais aussi entre le gouvernement et une partie du peuple, entre le pouvoir central et les entités territoriales, et entre le *Movimiento Al Socialismo* (MAS) et ses anciens alliés indigènes. En ce sens, on peut se demander si le gouvernement bolivien actuel est encore porteur de revendications issues des peuples indigènes. Le cas du TIPNIS en 2011, mais aussi des multiples projets industriels ou extractivistes vont à l'encontre de la « société du vivre bien » pourtant inscrite dans la Constitution de 2009. De même, la volonté du Président de l'État Evo Morales de briguer un quatrième mandat en 2019 alors que le peuple bolivien a rejeté en 2016 cette proposition semble reconfigurer l'idéologie du gouvernement bolivien et redéfinir la place du MAS au sein du jeu électoral bolivien.

L'ambition de cette journée est donc de parvenir, d'une part, à identifier les défis et les problématiques nouvelles que posent les politiques mises en place par le gouvernement d'Evo Morales tant sur le plan interne (politiques économiques et sociales, protection des ressources naturelles) que sur le plan externe (diplomatie, perception du gouvernement), et d'autre part à envisager les évolutions futures de l'État plurinational de Bolivie, à travers ses réalités juridiques, politiques, sociales et culturelles.



À partir d'une approche pluridisciplinaire, cette Journée des Bolivianistes sera structurée en deux axes.

I. Politiques publiques et pluralisme social.

Le premier axe s'intéressera aux différentes politiques publiques et décisions de l'État plurinational, en analysant leur impact et leur évolution depuis près de douze ans. Nous nous attacherons notamment à étudier l'articulation historique entre les mouvements sociaux et indigènes et l'État bolivien et l'évolution de ce rapport. On pourra dans ce panel s'interroger sur la cohabitation entre la justice ordinaire et la justice indigène, mais également sur la mise en œuvre du processus d'autonomisation des territoires boliviens, ou bien des politiques de santé et d'éducation interculturelles.

II. État et démocratie.

Le second axe se concentrera sur l'étude de cet État *sui generis*. Il s'agira ici d'envisager les éventuelles évolutions juridiques, politiques, sociales et culturelles de l'État plurinational. En effet, il est nécessaire de s'arrêter sur ce « paradigme de la plurinationalité » qui représente une nouvelle manière d'appréhender le lien entre l'État et les citoyens. On peut ainsi s'interroger sur les différents mécanismes issus de la démocratie participative et communautaire et étudier leurs pratiques concrètes. On pourra également se demander comment différentes notions juridiques complexes et novatrices, comme le pluralisme juridique, l'interculturalité et le vivre bien, peuvent évoluer dans un avenir proche.

Les propositions de communication, en espagnol ou en français, ne doivent pas faire plus de 4000 signes. Elles doivent être renvoyées avant le **lundi 16 avril 2018** aux adresses mails suivantes : victor.audubert@univ-paris13.fr et jean-rene.garcia@academie-sciences.fr

Elles seront examinées par le comité scientifique, qui rendra sa décision début mai. Les communications présentées durant cette journée d'étude pourront faire l'objet d'une publication.

Comité scientifique

Coordinateur :

- Jean-René Garcia (Vice-Doyen de l'UFR Droit, Sciences Politiques et Sociales de l'Université Paris 13-Sorbonne Paris Cité, Professeur des Universités associé en droit public, HDR en droit, HDR en sciences politiques, HDR en philosophie).



Membres :

- Victor Audubert (Doctorant en droit public, Université Paris 13)
- Philippe Boulanger (Docteur en droit public)
- Nicolas Clinchamps (Maître de conférence-HDR en droit public, Université Paris 13)
- Christine Delfour (Professeur des universités en sciences politiques, Université Paris-Est Marne-la-Vallée)
- Morgan Donot (Docteure en sciences politiques, Université Paris 3 Sorbonne Nouvelle)
- Renée Fregosi (Maître de conférence-HDR en sciences politiques, Université Paris 3 Sorbonne Nouvelle)
- Franck Laffaille (Professeur des universités en droit public, Université Paris 13)
- Diego Landivar (Docteur en sciences économiques, Université d'Auvergne)
- Jean-Jacques Ménuret (Maître de conférence en droit public, Université Paris 13)
- Antoine Pécoud (Professeur des universités en sociologie, Université Paris 13)
- Sebastián Urioste (Docteur en sciences politiques, IEP de Paris)
- Nelson Vallejo-Gomez (Docteur en philosophie, GRECOL-ALC, FMSH)
- Patrice Vermeren (Professeur des universités en philosophie, Université Paris 8)

Comité d'organisation

- Victor Audubert (Doctorant en droit public, Université Paris 13)
- Élise Gadea (Doctorante en anthropologie, Université Paris 3 Sorbonne Nouvelle-IFEA)